



BUREAU COMMUNAUTAIRE

2 FEVRIER 2023

DECISION N° 2023-007-DB

Le deux février deux mille vingt-trois à 19 heures, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à l'amphithéâtre Guiliani au siège de l'agglomération, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire le vingt-six janvier deux mille vingt-trois.

Membres présents :

Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Nicole MOISY, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Anatole MICHAUD, Sophie METAYER, Guy BERTIN, Sandrine LION (de 004 à 025), Éric MOUSSERION, Éric TOURON, Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Laurent NIVELLE (de 001 à 015), Béatrice BERTRAND, Pierre-Yves DOUET, Loïc BIDAULT (de 001 à 017), Armel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Guillaume MARTIN (de 001 à 006), Jacky MARCHAND, Pierre de BOUTRAY, Christian GALLE, Didier GUILLAUME (de 001 à 016), Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL (de 002 à 025), Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA

Excusé(s) :

Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Marc BONNIN, Christian RUAAULT, Astrid LELIEVRE, Alain BOURDIN, Didier ROUSSEAU, Gilles ROUSSILLAT, Olivier DESCHARD, Jeannick CANTIN, Éric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON, Benoît LEDOUX, Alain BOISSONNOT, Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE, Sylvie BEILLARD

Dont excusé(s) ayant donné pouvoir :

Jérôme HARRAULT à Guy BERTIN, Marc BONNIN à Gérard POLICE, Astrid LELIEVRE à Jackie GOULET, Didier ROUSSEAU à Éric MOUSSERION, Gilles ROUSSILLAT à Isabelle GRANDHOMME, Isabelle ISABELLON à Jean-Pierre ANTOINE, Alain BOISSONNOT à Christian GALLE, Sylvie BEILLARD à Éric TOURON, Sophie TUBIANA à Rodolphe MIRANDE (de 004 à 025), Laurent NIVELLE à Béatrice BERTRAND (de 016 à 025)

Secrétaire de séance : Éric TOURON

	DB 001	DB 002 à 003	DB 004 à 006	DB 007 à 015	DB 016	DB 017	DB 018 à 025
Membres en exercice	51	51	51	51	51	51	51
Quorum	26	26	26	26	26	26	26
Présents	32	33	33	32	31	30	29
Absents - Excusés	19	18	19	20	21	22	23
Pouvoirs	8	8	9	9	10	10	10
Votants	40	41	41	41	41	40	39

EXTENSION DE LA ZONE D'ACTIVITES ECOPARC - ZAC ECOPARC SUD A SAUMUR - APPROBATION DU PROGRAMME, DU PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL ET AUTORISATION DE SOLLICITER DES FINANCEMENTS

La Zone d'Activités d'ECOPARC à Saumur fait partie des 30 zones d'activités communautaires de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire au titre de sa compétence développement économique. D'une surface actuelle d'environ 60 hectares complètement commercialisés, elle dispose d'une zone d'extension d'environ 11,5 ha dans sa partie sud. Celle-ci est inscrite au PLU (zone 1AUya) et a fait l'objet de la création d'une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) pour en maîtriser l'urbanisation.

L'opération consiste donc à viabiliser une partie du parcellaire disponible (environ 5 ha) afin d'accueillir des activités tertiaires, artisanales, voire commerciales (complémentaires d'une activité artisanale ou développant des surfaces supérieures à 1 000 m²).

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Accusé de réception en préfecture
049-200071876
Date de télétransmission : 13/02/2023
Date de réception : 13/02/2023

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Lourdesse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu la délibération n°2020-056-DC du 16 juillet 2020 portant élection du Président ;

Vu la délibération 2020-0124-DC du 30 juillet 2020 votée par le Conseil de Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, portant délégation au Président d'une partie de ses attributions, complétée par la délibération n°2020-180-DC du 12 novembre 2020 ;

Considérant que le programme « Extension de la Zone d'Activités Ecoparc – ZAC Ecoparc Sud à Saumur » peut faire l'objet d'une demande de subvention dans le cadre de la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (DETR) 2023 ;

Considérant le plan de financement prévisionnel HT de cette opération, lequel s'articule comme suit :

DEPENSES	Montant H.T.	RESSOURCES	Montant	%
Travaux	2 060 095,00	DETR	525 000,00	15 %
Honoraires	369 504,00			
Etudes	155 700,00			
Acquisition foncière	935 270,00	Autofinancement	2 995 569,00	85 %
TOTAL	3 520 569,00	TOTAL	3 520 569,00	100 %

Le Bureau communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **D'APPROUVER** le programme de « Extension de la Zone d'Activités Ecoparc – ZAC Ecoparc Sud à Saumur »
- **D'APPROUVER** le plan de financement prévisionnel,
- **DE SOLLICITER** une subvention d'un montant de 525 000 € (soit 15% du montant total de l'opération) auprès de l'État au titre de la DETR 2023,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à solliciter toute subvention auprès d'autres organismes,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à effectuer toute démarche et signer tout document afférent à cette opération.

Le Bureau communautaire approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes :
Pour : 41
Contre :
Abstention :

Date de transmission au contrôle de légalité :

Date d'affichage :

Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire
Maire de la Ville de Saumur

Jackie GOULET

En vertu de l'article R. 421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle »